

Paris, le 23 mai 2023

COMMUNIQUÉ

Logement pour tous, c'est toujours demain ?

Le Président de la République a récemment reconnu qu'il y avait une crise du logement. Il faudrait s'en satisfaire, alors que cela fait des années que tous les experts le disent et que le dernier quinquennat n'a pas permis d'y apporter des réponses structurelles. L'absence d'arbitrages sur les politiques sociales devient d'autant plus insupportable que les acteurs sont trébuchés successivement, depuis plus d'un an, entre les groupes de travail sur la programmation de la politique du Logement d'Abord, le conseil national de la refondation puis maintenant, peut-être, dans une conférence des parties.

La réunion de présentation des conclusions du conseil de la refondation, maintenant fixée au 5 juin, a été reportée de quelques semaines et nous restons sans nouvelle du deuxième volet du plan Logement d'Abord, qui doit être annoncé depuis plusieurs mois. Face aux besoins en augmentation constante (300 000 personnes sans domicile fixe, 2,4 millions de demandeurs de logement social et plus de 4 millions de mal-logées), l'heure n'est plus à l'attentisme, au constat ou à l'organisation d'une nouvelle conférence des parties.

Parce qu'ils peuvent en partie répondre à cette crise du logement, **les Acteurs du Logement d'Insertion**, réunissant les fédérations associatives Fapil, Soliha, Unafo et Unhaj, **attendent rapidement des engagements budgétaires précis et pluriannuels sur la production de logement en général, et sur la production de logement d'insertion en particulier** : logements très sociaux, parc privé à vocation sociale, pensions de familles et résidences accueil, résidences sociales, Habitat Jeunes... Sans cela, malgré la bonne volonté des acteurs, **les projets dans les territoires sont en stand-by et ne voient pas le jour.**

Le sentiment d'attentisme se retrouve dans d'autres champs des politiques publiques. Après avoir mobilisé pendant des heures et des heures de réunions de multiples acteurs, **le pacte des solidarités semble lui aussi être au point mort.** Même la parution de décrets semble soumise à des délais anormalement longs : par exemple, alors que l'on nous assure que tout est arbitré, cela fait maintenant plusieurs mois que les gestionnaires de résidences sociales attendent l'aide exceptionnelle promise pour faire face à leur situation économique extrêmement tendue. **Si le gouvernement peut attendre, ce n'est plus le cas des gestionnaires.**

Cet attentisme ne crée pas de l'apaisement mais au contraire de l'agacement et de la colère. Pour y répondre, des mesures structurelles et financées dès 2023 sont indispensables. Pour cela, tant une loi de finances rectificative pour 2023 et la prochaine loi de finances devront budgéter une relance volontariste du plan Logement d'Abord, donnant toute sa place au logement d'insertion. Il faut produire davantage de logements sociaux et d'insertion et donner aux acteurs les moyens de financer l'accompagnement des publics précaires, que sont les jeunes travailleurs, les travailleurs de 1^{ère} ligne, les familles monoparentales et les bénéficiaires de minima sociaux.